

## Réforme du lycée pro: lancement des groupes de travail, sans les syndicats principaux

Paris, 21 oct. 2022 (AFP) -

La ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels, Carole Grandjean, a installé vendredi les groupes de travail sur la réforme du lycée professionnel, avec un souci d'apaisement après une mobilisation suivie mardi, mais les principaux syndicats n'ont pas souhaité y prendre part.

Cette concertation vise à mieux arrimer le lycée professionnel (qui représente un tiers des lycéens) au monde du travail, comme l'avait expliqué fin août le président Emmanuel Macron.

Ces quatre groupes de travail se réunissent jusqu'aux vacances de Noël, avant des conclusions fin février et une deuxième phase de construction de la réforme ensuite, précise-t-on au ministère.

Ils doivent répondre aux questions fixées par Mme Grandjean: comment réduire le nombre de décrocheurs, mieux préparer les poursuites d'études supérieures, améliorer le taux d'accès à l'emploi, donner des marges de manoeuvre aux établissements tout en conservant le caractère national des diplômes.

Ils sont composés de représentants syndicaux, des régions, des parents d'élèves, des établissements, des entreprises ou encore des collectivités. Un recteur, accompagné d'un inspecteur général sont à la tête de chacun des groupes.

Mardi, des milliers de personnes, principalement des enseignants, ont défilé à Paris et dans d'autres villes de France pour dénoncer "la casse des lycées pro". Les syndicats dénoncent notamment l'augmentation prévue du temps de stages d'au moins 50%, qui réduirait les heures d'enseignement et ferait baisser le niveau académique.

Au ministère, on entend "rassurer": "la réforme n'est pas écrite", elle doit être "construite ensemble" et "les choses vont se faire de façon très progressive", indique-t-on, assurant qu'"il n'y aura pas de big bang en septembre 2023".

Concernant le temps de stage en entreprise, le ministère tempère, disant qu'on "ne sait pas encore à quelle hauteur" cela se fera.

Les principaux syndicats Snetaa-FO, la CGT et le Snuep-FSU (qui représentent près de 70% des personnels enseignants) ont refusé de participer à ces groupes de travail. Dans un communiqué commun, la CGT et le Snuep-FSU ont dénoncé vendredi "une réforme imposée de manière autoritaire et pyramidale, sans qu'un diagnostic rigoureux sur les difficultés des élèves et des personnels n'ait été discuté".

Contacté par l'AFP, le SE-Unsa ou encore le Sgen-CFDT qui y ont participé, disent noter "une avancée" dans le dialogue avec Carole Grandjean. "On comprend notamment que l'augmentation de la durée des stages est discutable, un point important", a expliqué à l'AFP Jérôme Fournier, secrétaire national du SE-Unsa.

La plupart des syndicats d'enseignants de la voie professionnelle ont appelé à une nouvelle journée de grève en France le 17 novembre.

asm/cel/npk

Afp le 21 oct. 22 à 17 19.